UNION EUROPÉENNE
FRANCE
INVESTIR DANS L'AVENIR.
ec.europa.eu/invest-eu | #investEU
CRÉER DES OPPORTUNITÉS, ÇA COMMENCE ICI.

DÉCOUVRIR LES HISTOIRES DERRIÈRE LES INVESTISSEMENTS DE L'UE

Afin de relancer les investissements et la croissance, l'Union européenne soutient des personnes, des idées et des visions à travers toute l'Europe

La raison d'être de l'Union européenne repose sur la création d'opportunités qui apportent de véritables avantages et permettent de faire la différence à l'échelle locale. La promotion de la croissance, de l'emploi et du bien-être à travers l'Europe est l'une de ses priorités principales. En investissant dans les idées et projets des individus, l'UE lève les freins et crée les conditions favorables au développement et à la modernisation sur tout le continent. Pour soutenir l'esprit avant-gardiste et entrepreneurial des Européens, l'UE ouvre des portes aux individus et leur donne les moyens de mener leurs propres projets novateurs.

Les Européens ont déjà trouvé des idées originales pour une meilleure éducation, un système de santé modernisé et une infrastructure de transports plus écologique, pour ne citer que quelques exemples, et l'UE a fourni les moyens d'entreprendre des projets adaptés. Lorsque des projets utiles peinent à trouver les financements nécessaires à cause de la réticence des investisseurs à prendre des risques, l'UE entre en action.

Pour les jeunes citoyens non qualifiés, se faire une place sur le marché du travail peut s'avérer difficile, voire impossible. Ainsi, des centres de formation sur mesure se sont ouverts dans toute la France, afin d'aider les jeunes à développer leurs compétences et vivre une expérience professionnelle enrichissante, avec le soutien des fonds de l'UE. Et la stratégie porte ses fruits : forts d'une expérience professionnelle, plus confiants, les jeunes parviennent à s'insérer durablement sur le marché du travail.

Les aides de l'UE n'offrent pas seulement aux personnes un soutien financier pour leurs projets. Les bénéficiaires des projets profitent également d'un encadrement et d'une expertise pratiques qui apportent une véritable valeur ajoutée aux individus et communautés autour d'eux. Les résultats sont visibles au niveau local, avec un partage des connaissances en faveur de la science dans les établissements de recherche (laboratoires, universités) mais également pour la construction de bâtiments économes en énergie et des solutions intelligentes de mobilité qui, à leur tour, ouvrent la voie à un avenir plus durable pour les villes et régions d'Europe.

Les projets locaux soutenus par l'UE sont divers et variés, allant des innovations textiles près de Lille à la création d'une ligne de train à grande vitesse reliant Paris, Strasbourg et Francfort, en passant par une nouvelle université technique en Guadeloupe et une coopération entre les entrepreneurs sociaux de Paris et d'Afrique. Ce sont des projets qui changent la vie et l'environnement des personnes ; des centres médicaux ouverts en zone rurale aux recherches agricoles et scientifiques, en passant par la façon dont nous rénovons nos logements et dont nous conservons nos aliments.

Vous retrouverez quelques-uns de ces projets dans cette brochure. Mais si vous regardez autour de vous, vous découvrirez que derrière chaque investissement européen se cache une histoire personnelle.

ec.europa.eu/invest-eu | #investEU

CRÉER DES OPPORTUNITÉS, ÇA COMMENCE ICI.

QUADRIVIUM 1

PARIS

Transformer la recherche scientifique en projet d'entreprise

Microbiologie, imagerie, medtech : les projets soutenus financièrement par Quadrivium 1 de Seventure Partners font progresser la recherche dans les domaines du numérique et des sciences du vivant et ont un impact réel sur le quotidien des patients. Des projets à l'avenir prometteur et au fort potentiel, qui n'auraient pas pu se développer aussi rapidement sans le prêt accordé par l'Union européenne.

Alors que l'entrepreneuriat continue de séduire de plus en plus de Français, il reste toutefois difficile pour de nombreux aspirants entrepreneurs de pérenniser leur projet. Le fonds Quadrivium 1 de Seventure Partners répond à ce besoin et se concentre sur un domaine bien particulier : l'accompagnement et le financement d'entreprises issues d'universités et de laboratoires français prestigieux (notamment le CNRS, l'Institut Curie, Sorbonne Universités etc.). Ces jeunes entreprises à fort potentiel de développement évoluent dans le secteur des sciences du vivant (biotechnologies, medtech…) et des technologiques numériques (robotique, intelligence artificielle) pour dessiner le monde de demain.

Quadrivium 1, en intervenant dans les premiers mois d'existence de l'entreprise (ce qu'on appelle la phase d'amorçage), participe par exemple au développement de l'offre commerciale ou à l'enregistrement des brevets. 11 sociétés sont soutenues à ce jour par le fonds, ce qui a déjà permis de créer une cinquantaine d'emplois en France.

C'est notamment le cas de Millidrop, qui a levé un million d'euros auprès du fonds d'amorçage pour la commercialisation de son produit phare, le « Millidrop Analyzer ». L'appareil cultive et analyse des micro-organismes dans une seule goutte d'eau grâce à une technologie de pointe, la technologie millifluidique. Une invention qui aura des applications dans les domaines de la recherche, de la microbiologie industrielle et du diagnostic médical.

« Mettre l'univers dans une goutte d'eau, cela paraissait impossible il y a quelques années encore ; pourtant aujourd'hui, grâce aux levées de fonds effectuées, cela est devenu une réalité bénéfique au monde scientifique », s'enthousiasme Laurent Boitard, président-fondateur de l'entreprise.

Même succès pour l'entreprise Keen Eye technologies qui imagine, fabrique et commercialise un nouveau système d'analyse d'images pour le secteur médical. « Grâce à notre plateforme d'aide à l'interprétation, les médecins et scientifiques vont gagner un temps considérable et se concentrer sur le cœur de leur métier, pour le plus grand bénéfice des patients » explique Sylvain Berlemont, le président fondateur de l'entreprise.

L'UE est intervenue directement auprès de Quadrivium 1 en lui accordant un prêt de 20 millions d'euros via la Banque européenne d'investissement. Ce soutien d'ampleur a été réalisé dans le cadre du Plan Juncker, dont l'objectif est de mobiliser des capitaux privés en offrant des garanties aux investisseurs, notamment pour des projets considérés comme étant « à risque ».

E2C - Écoles de la 2e Chance

COUVERTURE NATIONALE

Un tremplin vers l'emploi pour les jeunes

Les Écoles de la 2e Chance (E2C) donnent les clés à des jeunes peu ou pas qualifiés pour reprendre confiance en eux et intégrer le monde du travail. Près de 7 jeunes sur 10 suivant ce programme, cofinancé par l'UE via le Fonds social européen (FSE), finissent par trouver un emploi.

Comme leur nom l'indique, les Écoles de la 2e Chance (E2C) ont pour but de donner aux jeunes sortis du système scolaire classique, non diplômés, un coup de pouce pour entrer sur le marché du travail. Une aubaine pour nombre d'entre eux, comme Alexia, qui vient de décrocher un emploi après être passée par l'E2C de Valenciennes, dans la région Hauts-de-France.

« Cette formation m'a permis de reprendre goût au travail, après avoir été démotivée, découragée », explique-t-elle. « On travaille sur la confiance en soi, sur la façon dont on doit se comporter en entreprise. On est responsabilisé et cela nous permet de grandir. »

Les stagiaires des E2C, âgés de 18 à 30 ans, sont confrontés à la difficulté d'entrer sans qualification dans le monde du travail. Motivés, ils ont néanmoins choisi de saisir une nouvelle chance d'insertion sociale, citoyenne et professionnelle.

Les E2C proposent des programmes sur-mesure, en accord avec les projets professionnels de chaque stagiaire, à qui elles proposent des cours de remise à niveau (notamment en français et mathématiques) et différents ateliers, comme ceux dédiés à l'aide à la recherche d'emploi. Ce temps au centre s'accompagne de plusieurs stages en entreprise tout au long de la formation.

L'insertion professionnelle des jeunes est une priorité de l'Union européenne, qui cofinance les E2C via le Fonds social européen (FSE), dont l'objectif est de soutenir la création d'emplois durables et d'améliorer les perspectives professionnelles des citoyens.

Une aide importante puisqu'à titre d'exemple, en 2017 le FSE finance à hauteur de 29 % le budget de l'E2C Midi-Pyrénées et à 40 % celui de l'école de Dijon. À la sortie des E2C, près de 7 jeunes sur 10 décrochent un emploi ou accèdent à une formation qualifiante.

Les E2C couvrent aujourd'hui une grande partie du territoire français (métropole et Outre-Mer).

Elles ont accueilli plus de 80 000 stagiaires en formation professionnelle depuis le lancement du premier centre en 1997, permettant aux stagiaires de maîtriser les codes et principes du monde du travail et de prendre le contrôle de leur avenir. Si la majorité des jeunes se tourne vers la vente et la logistique, tous les projets sont envisagés, l'idée étant de les accompagner vers un métier qui leur plaît et dans lequel ils s'épanouissent.

Pari réussi pour Aurélien, 24 ans, qui souhaite devenir technicien réseau. « L'E2C m'a apporté de l'autonomie, m'a permis de prendre mon indépendance financièrement. Aujourd'hui, j'ai pu partir de chez mes parents », se réjouit-il.

Énergies POSIT'IF

PARIS ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Quand rénovation rime avec économie, écologie et emploi

La plupart des bâtiments de la région francilienne sont énergivores et pèsent sur la facture des ménages. Afin de faire face aux enjeux d'efficacité énergétique actuels, la société Énergies POSIT'IF propose aux copropriétés un accompagnement sur-mesure complet, qui à terme permettra à chaque occupant de réaliser des économies d'énergie significatives, notamment grâce à un soutien de la Banque européenne d'investissement.

Les travaux de rénovation énergétique sont vivement conseillés pour préserver les bâtiments, réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter les dépenses énergétiques. Toutefois, ils sont généralement de grande ampleur et donc difficiles à mener et à financer pour beaucoup de copropriétés. C'est pour cela que les autorités françaises et européennes, qui encouragent les initiatives visant à faciliter leur mise en place, ont soutenu Énergies POSIT'IF. Cette société d'économie mixte accompagne les copropriétés et les organismes de logement social (OLS) tout au long de leurs projets de rénovation en s'occupant des aspects organisationnels, techniques, juridiques et financiers.

Un projet nécessaire, puisqu'en Île-de-France, plus d'un million de logements en copropriété sont « de véritables passoires énergétiques », souligne Brice Nkonda, président du conseil de surveillance d'Énergies POSIT'IF et conseiller régional d'Île-de-France.

« Les enjeux de ces rénovations sont cruciaux en matière environnementale, sociale, mais aussi en termes de formation, de création d'emplois et de défense du pouvoir d'achat », confirme Brice Nkonda. Les copropriétés qui sont accompagnées sont gagnantes sur tous les points : les locataires des logements bénéficient de meilleures conditions de vie au quotidien et réalisent des économies significatives sur leurs factures énergétiques. À un plus haut niveau, le projet contribue à la réduction de l'impact environnemental des bâtiments et est créateur d'emplois dans le secteur du bâtiment.

Tous ces avantages ont assuré à Énergies POSIT'IF un prêt de 100 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement, dont la mission est de rendre possibles des initiatives s'inscrivant dans les objectifs de l'Union européenne, qui promeut notamment la lutte contre le réchauffement climatique. Ce prêt permettra de renforcer les compétences des acteurs de terrain et de créer jusqu'à 2 500 emplois.

LGV Est européenne

STRASBOURG

© SNCF Réseau / František Zvardon

La ligne à grande vitesse Est européenne, pour une Europe toujours plus proche

Financée en partie par l'UE grâce au Fonds européen de Développement régional (FEDER), le projet de ligne à grande vitesse reliant Paris et Strasbourg vise à faciliter les déplacements entre l'Est et l'Ouest de l'Europe et à inciter les gens à prendre le train, l'un des moyens de transport les plus durables.

En dix ans, le temps de trajet entre Paris et Strasbourg est passé de 4 heures à 1h45, grâce à la ligne à grande vitesse (LGV) Est européenne. La modernisation de la ligne rapproche ainsi entres elles des villes telles que Reims, Nancy, mais aussi Francfort ou Bâle. Utilisée par 12 000 voyageurs par jour, la LGV Est européenne permet aux villes desservies d'attirer des habitants, des entreprises et des investissements en facilitant la mobilité des citoyens et des marchandises.

Une meilleure connexion rendue possible par l'investissement de 320 millions d'euros du Fonds européen de Développement régional (FEDER) et un prêt d'un milliard d'euros de la Banque européenne d'investissement. Le FEDER a notamment pour but d'encourager la croissance économique et de minimiser les écarts de développement entre régions européennes.

L'UE mise en effet sur ce projet pour encourager les déplacements personnels et professionnels, mais surtout les échanges économiques entre les régions concernées.

La nouvelle ligne permettra de relier Strasbourg à Luxembourg en 1h30 et à Bruxelles en 3h30 seulement. Un confort qui devrait inciter les voyageurs à utiliser un moyen de transport pratique, de plus en plus rapide et moins polluant que l'avion ou la voiture, conformément aux engagements climatiques de l'Union européenne.

« Au passage, on instaure deux allers-retours par jour sur la ligne Paris - Strasbourg - Francfort. La LGV trouve là sa vraie dimension européenne », se félicite Guillaume Pépy, président de la SNCF.

CENTRE EUROPÉEN DES TEXTILES INNOVANTS

TOURCOING

©CETI

Allier technologie et création pour le textile de demain

Situé à Tourcoing, fief historique de l'industrie textile française, le Centre européen des Textiles innovants a été financé par l'Europe à travers le Fonds européen de Développement régional (FEDER). Il permet d'allier la mode et l'innovation technologique pour créer des vêtements aux tissus plus durables, connectés, en accord avec notre temps.

Développement durable, fibres intelligentes, vêtements connectés, impressions 3D : l'innovation textile prend vie au CETI, le Centre européen des Textiles innovants. À la fois centre de recherche et organisme de formation, il regroupe des équipes pluridisciplinaires issues de laboratoires de recherche et de l'industrie textile pour permettre au secteur de relever les défis actuels. En effet, placer recherche scientifique et production commerciale sous le même toit facilite la conception et la création de prototypes de textiles innovants.

Le but ? Imaginer et fabriquer les textiles de demain en s'appuyant sur les opportunités permises par les nouvelles technologies. L'initiative rend aussi hommage à la tradition historique de production textile de Tourcoing et des Hauts-de-France.

« Les textiles et matières du futur doivent anticiper et accompagner les mutations des modes de consommation et des modes de vie. La valeur ajoutée de la mode, ce sont les matières durables », explique Pascal Denizart, PDG du centre, qui souligne que 61 % du chiffre d'affaire provient aujourd'hui des marques de mode partenaires de ce projet.

L'engagement du CETI dans la recherche et l'innovation, ainsi que son potentiel en termes de création d'emplois (500 emplois directs sur 5 ans et 1500 sur 10 ans), lui ont valu un appui financier du Fonds européen de Développement régional (FEDER) de près de 12 millions d'euros. Ce financement a permis l'achat d'équipements technologiques de pointe et contribue au renouveau de l'économie locale.

« Les tissus recouvrent 95 % de notre corps au quotidien, il est donc important que l'on s'y sente bien. Il y a aujourd'hui une volonté de faire porter aux textiles d'autres fonctions que le style, par exemple des habits aux vertus médicales », ajoute Pascal Denizart.

BOND'INNOV

ÎLE-DE-FRANCE

©Bond'innov

Accompagner le développement de projets innovants en Seine-Saint-Denis et dans les pays du Sud

L'incubateur Bond'innov, premier incubateur historique de Seine-Saint-Denis, a été fondé grâce aux financements de l'UE par le biais du Fonds européen de Développement régional (FEDER). Il donne la possibilité aux habitants d'aller au bout de leurs idées et de développer des projets économiques et solidaires innovants pour améliorer le quotidien des pays du Sud.

Innover en Seine-Saint-Denis pour améliorer la qualité de vie dans les pays du Sud, Bond'innov vise haut. Cet incubateur de projets a pour ambition de favoriser des initiatives innovantes liées aux thématiques de la santé, des biotechnologies, de l'environnement et de l'économie sociale et solidaire. Le Fonds européen de Développement régional (FEDER) a cofinancé ce projet dans le cadre de la politique de cohésion menée par l'Union européenne, qui a notamment pour objectif de soutenir la création d'emplois, la croissance économique et le développement durable.

Bondy, en Seine-Saint-Denis, est un territoire en pleine mutation, dont la population est fortement issue de l'immigration. L'équipe de Bond'innov souhaite accompagner cette mutation en mobilisant ses habitants et en dynamisant le tissu économique local et l'emploi à Bondy. Elle veut aussi développer des échanges Nord/Sud (notamment grâce aux projets portés par des diasporas), encourager l'entrepreneuriat à visée économique, sociale et environnementale et créer des coopérations entre laboratoires et entreprises.

Cette initiative a donné naissance à des projets tels que Green Keeper Africa (GKA), situé entre le Bénin et la France. Issue de l'association d'un ingénieur franco-béninois et d'un pédiatre belgo-béninois, GKA encourage l'activité économique (notamment celle des femmes) en limitant l'impact écologique de la jacinthe d'eau, un envahisseur naturel qui asphyxie poissons et écosystèmes. L'entreprise a mis sur le marché des produits dérivés de la plante. Les 14 salariés tirent de la plante des biofertilisants ou biocombustibles, des aliments pour animaux, et une poudre absorbante organique utilisée pour la dépollution de sites contaminés aux hydrocarbures ou huiles industrielles.

Ainsi, au Bénin, dans un pays en mal de dynamisme économique, la mise de départ a été suffisante pour changer la donne. Le projet est rapidement devenu autosuffisant et cette solution rentable et efficace intéresse aujourd'hui les régions voisines.

EcoBioCap

MONTPELLIER

©Emilie Guilbert, Montpellier

La révolution des emballages

Un emballage alimentaire 100 % biodégradable et fabriqué à base de déchets de l'industrie agroalimentaire, c'est le pari réussi du projet EcoBioCap, soutenu financièrement par le programme européen Horizon 2020.

Ça ressemble à du plastique, ça s'utilise comme certains plastiques, mais ça n'est pas du plastique ! EcoBioCap est un projet né du constat que les emballages alimentaires sont très polluants et contaminent souvent les aliments qu'ils contiennent. On estime que 5 millions de tonnes d'emballages sont jetés chaque année en France, dont moins d'1 % est biodégradable.

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Université de Montpellier, l'INRA, le CNRS et SupAgro, des chercheurs ont développé un produit 100 % sûr, qui permet une conservation prolongée des aliments périssables comme les fruits et légumes ou le fromage, tout en ayant un impact quasi nul sur l'environnement. Le projet a impliqué 16 partenaires provenant de 8 États membres de l'UE et a été cofinancé par le programme Horizon 2020 qui soutient notamment le développement des technologies d'avenir.

« Nous avons développé une barquette biodégradable. Vous pouvez la mettre dans votre compost et elle se désintégrera pour former une substance fertilisante », souligne Nathalie Gontard, professeure de l'Université de Montpellier et coordinatrice du projet.

Ce matériau est surtout unique car il est réalisé avec des déchets de l'industrie agroalimentaire et ne participe donc pas à l'épuisement des ressources, contrairement aux bioplastiques. Un élément ambitieux mais prometteur qui s'inscrit dans la démarche écologique promue par l'Union européenne. Une phase de commercialisation, envisagée en 2020, bénéficierait à plusieurs PME françaises.

FERME COLLECTIVE DE LA TOURNERIE

HAUTE-VIENNE

L'agriculture collective, une solution efficace et humaine

11 amis agriculteurs ont décidé de se regrouper et ont créé ensemble la ferme collective de la Tournerie. Grâce à des aides locales mais aussi celle de l'Union européenne à travers le Fonds européen agricole pour le Développement rural (FEADER), leur rêve est devenu réalité.

Au départ cela ressemble à un rêve : une ferme produisant des légumes, du pain, du fromage de chèvre, de la viande, de la bière, gérée de manière collective et respectueuse de l'environnement. Après des années de préparation méticuleuse, le rêve est devenu réalité pour 11 amis qui ont créé la ferme de la Tournerie, en Haute-Vienne.

En associant des méthodes agricoles innovantes à des équipements de pointe, ils ont développé une exploitation autosuffisante inédite et ont créé 17 emplois, dans une région où l'agriculture participe toujours au dynamisme de l'économie locale.

La ferme de la Tournerie se fonde sur des activités variées allant de l'élevage bovin aux cultures céréalières et maraîchères, toutes adaptées au territoire où elles sont produites. La vente s'effectue en circuit court auprès des distributeurs locaux et des particuliers, s'inscrivant ainsi dans une démarche respectueuse de l'environnement.

C'est justement ce double bénéfice, pour l'économie comme pour l'environnement, qui a permis à la Tournerie d'obtenir un financement du Fonds européen agricole pour le Développement rural (FEADER), qui œuvre notamment en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs et de la promotion de l'agriculture biologique.

« Maintenant que les chantiers sont terminés, ça fait beaucoup de bien, ça nous permet de voir qu'on avance et qu'on est en train de vivre notre rêve », explique Joséphine, membre du collectif.

La forme collective du projet permet aux agriculteurs de partager les responsabilités et de démultiplier les produits qui seront proposés à la vente. Le succès du projet pourrait donc inspirer d'autres jeunes à se lancer dans l'aventure agricole.

« Oser faire ça c'est extraordinaire, il n'y avait qu'un agriculteur sur cette ferme et aujourd'hui on en a une dizaine, avec une production diversifiée. Ça mérite un coup de chapeau », confirme Hervé, membre de l'association Solidarité Paysans Poitou-Charentes qui a également cofinancé le développement de la structure.

MAISONS DE SANTÉ POUR LES SÉNIORS

AISNE, DRÔME, HAUTE-SAÔNE

©Spaces Architecture

Des maisons de santé de proximité pour favoriser l'égalité d'accès aux soins pour tous

Quand l'Union européenne s'attaque au problème des déserts médicaux, cela donne trois maisons de santé pluridisciplinaires installées dans des bâtiments économes en énergie, mais aussi des habitants rassurés d'avoir désormais accès à des soins à proximité de leur domicile !

En France, les déserts médicaux sont très nombreux et créent une situation difficilement vivable pour les habitants, pour la plupart des personnes âgées ou isolées. Pour enrayer le phénomène et assurer un accès aux soins de qualité égal à tous, l'Union européenne a cofinancé trois maisons de santé pluridisciplinaires dans l'Aisne, la Drôme et la Haute-Saône.

Une initiative qui répond à un vrai besoin : à Chézy-sur-Marne dans l'Aisne, par exemple, 10 % de la population est âgée de plus de 70 ans et l'offre médicale est extrêmement limitée. Les services de la maison de santé seront adaptés aux besoins des riverains et garantiront un meilleur parcours de soin. En plus de regrouper une dizaine de professionnels de la santé, comme des kinésithérapeutes, des dentistes ou encore des médecins généralistes, certaines maisons médicales offriront un logement permanent adapté pour une ou deux personnes à mobilité réduite.

Afin de faire d'une pierre deux coups, ces projets s'articulent en général autour de la réhabilitation intelligente de bâtiments existants, comme à La Chapelle-en-Vercors, dans la Drôme. La maison de santé inaugurée en septembre 2017 a été rénovée afin de la la plus économe possible en énergie, notamment grâce à une isolation intérieure et à l'installation d'une chaudière à plaquette. De cette manière, on réduit les émissions de gaz à effet de serre tout en limitant la consommation d'énergie, et donc la facture finale.

Le projet a reçu le soutien des organismes régionaux, de l'État et de deux fonds européens : le Fonds européen de Développement régional (FEDER) et le Fonds européen agricole pour le Développement rural (FEADER), qui financent des projets en faveur de l'amélioration de la qualité de vie des habitants et de la dynamisation des territoires, particulièrement dans les zones rurales.

UNIVERSITÉ RÉGIONALE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

GUADELOUPE

Faire de l'artisanat un métier d'avenir

Université régionale des métiers et de l'artisanat (URMA) a reçu un financement européen via le Fonds européen de Développement régional (FEDER) lui permettant d'accueillir des apprentis dans les meilleures conditions possibles et de les former aux métiers du service à la personne, de l'hygiène, de l'art et de la mode, etc. Installés dans des bâtiments neufs et écologiques, les étudiants se forment à des métiers d'avenir, pour une insertion durable sur le marché du travail.

Depuis 2012, Université régionale des métiers et de l'artisanat (URMA) de Saint-Claude (Guadeloupe) accueille chaque année 800 apprentis aux profils variés : jeunes, étudiants, chefs d'entreprises, salariés. Ces apprentis ont accès à un large choix de formations dans des domaines tels que les métiers des arts et de la mode, les services à la personne, les métiers de bouche ou encore de l'hygiène.

Dans un contexte de chômage important qui touche ce département français d'outre-mer, en particulier chez les jeunes, l'URMA permet l'insertion, la réinsertion ou bien la reconversion de ces apprentis sur un marché en demande croissante. Elle délivre des diplômes de CAP, brevet professionnel, brevet de technicien, brevet de maîtrise ou encore le titre professionnel d'entrepreneur de la petite entreprise. Les parcours constituent une solution concrète pour répondre à la réalité du marché guadeloupéen et valoriser la filière de l'artisanat, souvent délaissée.

Par ailleurs, afin de s'intégrer au mieux dans le paysage de Saint-Claude et dans un souci de respect de l'environnement, la construction de l'université a été réalisée selon une démarche de Haute Qualité Environnementale.

C'est donc pour son engagement en faveur de l'amélioration des conditions matérielles de formation et de l'apprentissage tout au long de la vie, que l'Université est soutenue par l'UE via le Fonds européen de Développement régional (FEDER). Sur un budget total de l'ordre de 24,5 millions d'euros, 40 % ont été financés par le FEDER, soit environ 9,8 millions d'euros.

OÙ TROUVER D'AUTRES INFORMATIONS ?

Informations générales sur le plan d'investissement pour l'Europe :

ec.europa.eu/invest-eu

La Représentation en France de la Commission européenne :

288 Boulevard Saint-Germain
75007 Paris
FRANCE

Tél. +33 (0)1 40 63 38 00
Courriel : comm-rep-par@ec.europa.eu
Internet : ec.europa.eu/france

Trouvez le centre Europe Direct le plus proche pour obtenir des informations :

europa.eu/european-union/contact_fr

Printed by the Publications Office in Luxembourg

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

© Union européenne, 2017
Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.
La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Print ISBN *978-92-79-72338-4* doi: *10.2775/030356* *NA-06-17-039-FR-C*
PDF ISBN *978-92-79-72339-1* doi: *10.2775/486555* *NA-06-17-039-FR-N*

Office des publications

NA-06-17-039-FR-C NA-06-17-039-FR-N